

Unité bi-départementale Dordogne – Lot et Garonne
Cité administrative
Bâtiment A
24016 PERIGUEUX

Périgueux, le 05/09/2022

Code AIOT : 0005207166

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 23/06/2022

Contexte et constats

Publié sur 

Liants du Périgord SARL

La Jarthe
24110 ST ASTIER

Références : UbD24-47/XXX/2022

Code AIOT : 0005207166

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 23/06/2022 dans l'établissement Liants du Périgord SARL implanté La Jarthe 24110 ST ASTIER. L'inspection a été annoncée le 08/06/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

L'inspection s'inscrit dans le cadre de la cessation de la partie fabrication d'émulsions sur site. Cette cessation partielle d'activité a fait l'objet d'une information en date du 29 mars 2022 selon l'article R.512-39-1 du code de l'environnement. Elle décrit les opérations de démantèlement qui seront menées durant l'été 2022 et propose un classement actualisé des installations maintenues en service. Les volumes de la rubrique 4801 (par diminution du nombre de cuves de bitume) sont réduits au régime déclaratif.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- Liants du Périgord SARL
- La Jarthe 24110 ST ASTIER
- Code AIOT : 0005207166
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso

Le site de Saint Astier comprend 3 activités (fabrication d'émulsion et enrobage à froid encadrées par l'arrêté préfectoral d'autorisation du 5 décembre 2005 et le concassage de déchets inertes encadré par l'arrêté préfectoral du 28 avril 2010).

L'usine de fabrication de liants produit des émulsions de bitume (émulsions de répandage et d'enrobage) destinées aux chaussées routières. Le procédé de fabrication est basé sur le mélange, dans un groupe de fabrication, de

quatre catégories de produits :

- le bitume (environ 65 %), stocké dans des cuves calorifugées à une température comprise entre 120 et 150 °C, est acheminé vers le groupe de fabrication par canalisations en caniveau technique ;
- le fluxant pétrolier et d'origine végétale (environ 2 %), stocké en cuves aériennes, est acheminé vers le groupe de fabrication par canalisations en caniveau technique ;
- les émulsifiants (environ 0,7 %) sont représentés par divers produits dont l'acide chlorhydrique (stockage en cuve aérienne et acheminé par canalisation) et d'autres produits solides ou pâteux (amines) ;
- l'eau (environ 33 %) provient du réseau collectif.

Cette usine et ses utilités, stockages de bitume associés sont mises à l'arrêt.

Les autres activités sont maintenues.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- cessation partielle d'activité

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Le démantèlement des installations mises à l'arrêt est à compléter d'un diagnostic de l'état des milieux potentiellement impactés par les activités exploitées depuis sa création (1948). L'exploitant a précisé que ce

dernier a été confié à Burgeap qui a d'ores et déjà procédé à des prélèvements de sols. L'état des milieux décrit doit être complété de propositions de mesures de gestion des pollutions qui seront le cas échéant découvertes.

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
8	Chaudières	Arrêté Préfectoral du 05/12/2005, article Art 1.3.1	/	Sans objet
14	Capacité de rétention	Arrêté Préfectoral du 05/12/2005, article Art 3.4.1	/	Sans objet
16	Eaux polluées accidentellement	Arrêté Préfectoral du 05/12/2005, article Art 4.3	/	Sans objet

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
6	Situation	Arrêté Préfectoral du 05/12/2005, article Art 1.3	/	Sans objet
7	Nature et volume d'activité	Arrêté Préfectoral du 05/12/2005, article Art 1.3.1	/	Sans objet
9	Centrale d'enrobage	Arrêté Préfectoral du 05/12/2005, article Art 1.3.1	/	Sans objet
10	Plan des réseaux	Arrêté Préfectoral du 05/12/2005, article Art 1	/	Sans objet
11	Canalisations de transport de fluides	Arrêté Préfectoral du 05/12/2005, article Art 3.2	/	Sans objet
13	niveau de remplissage	Arrêté Préfectoral du 05/12/2005, article Art 3.3.3	/	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
17	Générateurs thermiques	Arrêté Préfectoral du 05/12/2005, article Art 15	/	Sans objet
20	Moyens de secours	Arrêté Préfectoral du 05/12/2005, article Art 34.1	/	Sans objet
23	Cessation partielle d'activité : notification	Code de l'environnement du 11/07/2011, article Art 512-39-1-I	/	Sans objet
24	Cessation partielle d'activité : Mise en sécurité	Code de l'environnement du 11/07/2011, article Art 512-39-1-II	/	Sans objet
25	Cessation partielle d'activité : Usage futur	Code de l'environnement du 11/07/2011, article Art 512-39-1-III	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection a permis de constater le démantèlement des installations composant l'usine de fabrication. Le diagnostic de pollution en cours doit permettre d'identifier les éventuelles mesures de gestion à mettre en oeuvre.

2-4) Fiches de constats

N° 6 : Situation

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 05/12/2005, article Art 1.3
Thème(s) : Situation administrative, Situation
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Le site est implanté sur les parcelles cadastrales numérotées 106(p), 115(p) et 606 de la section AL sur la commune de Saint Astier. La SA COLAS Sud-Ouest est locataire desdits terrains. L'emprise totale du site couvre une superficie d'environ 1 ha 75 ca. Elle est limitée au Sud par la voie ferrée (Bordeaux-Périgueux), à l'Est par la VC1, à l'Ouest par les usines à chaux et au Nord par des prairies. L'accès au site se fait par la voie communale n°1 qui relie la RN 89 et la RD 41
Constats : Le périmètre de l'établissement s'étend aux parcelles supplémentaires 115p, 606p, 116 et 117 depuis que l'activité de concassage exploitée par COLAS sous couvert de l'arrêté de prescription spéciale du 28 avril 2010 a été transférée et actée le 13 novembre 2017 à Liants du Périgord. L'arrêté préfectoral sera mis à jour dans le cadre de la cessation d'activité partielle.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 05/12/2005, article Art 1.3.1
Thème(s) : Situation administrative, Nature et volume d'activité
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>La production moyenne est de 18 000 tonnes par an, avec un maximum de 20 000 tonnes par an. Le procédé de fabrication est basé sur le mélange, dans un groupe de fabrication, de quatre catégories de produits : - le bitume (environ 65%), stocké dans des cuves calorifugées à une température comprise entre 120 et 150°C, est acheminé vers le groupe de fabrication par canalisations en caniveau technique ; - le fluxant pétrolier (environ 2%), stocké en cuves aériennes, est acheminé vers le groupe de fabrication par canalisations en caniveau technique ; - les émulsifiants (environ 0,7%) sont représentés par divers produits dont l'acide chlorhydrique (stockage en cuve aérienne et acheminé par canalisation) et d'autres produits solides ou pâteux (conditionnés en containers et stockés sur une plate forme spécifique). Les produits solides ou pâteux subissent une liquéfaction en fondoirs avant d'être acheminés dans le groupe de fabrication - l'eau (environ 33%) provient du réseau collectif.</p>
<p>Constats : Le groupe de fabrication et ses stockages associés ont été déposés. Contrairement aux indications du dossier de cessation d'activité partielle déposé en avril 2022 (plans page 10), les cuves d'émulsion (en partie Sud du site) sont maintenues pour le fonctionnement de la centrale d'enrobés à froid.</p> <p>Ont été déposés et évacués :</p> <ul style="list-style-type: none"> - les cuves de bitumes 8 à 11 (zone 1), - le process de l'usine de fabrication (zone 2), - les 2 chaudières (zone 2), - le stockage d'acide chlorhydrique (cuve 14) et fondoirs (zone 3), - les stockages de fluxants (cuves 12 et 13) et fondoir bitume (zone 4), - la cuve de 8 m3 de FOD (zone 5). <p>Le réseau apparent de tuyauteries (stockages vers installations) a été déposé.</p> <p>Reste à évacuer au jour de l'inspection les stockages d'émulsifiants en zone 3.</p> <p>Les prescriptions de l'arrêté préfectoral doivent être modifiées pour tenir compte des installations mises à l'arrêt. Un projet d'arrêté complémentaire sera proposé en ce sens.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Observations : L'exploitant précise les mesures prises pour les tuyauteries en caniveau technique.
Proposition de suites : Sans objet

N° 8 : Chaudières

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 05/12/2005, article Art 1.3.1
Thème(s) : Situation administrative, Chaudières
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Deux chaudières servent de source calorifique à ce procédé : - une chaudière à huile, alimentée au fuel domestique, sert à chauffer les cuves de stockage de bitume. La température du fluide caloporteur (160°C) est inférieur au point d'éclair de ce fluide. La quantité totale d'huile circulante est d'environ 4500 litres ; - une chaudière à eau, alimentée au fuel domestique, sert à la préparation de la phase aqueuse, c'est à dire le mélange des différents émulsifiants entre eux et avec cette eau chaude de 50°C environ.</p>
<p>Constats : Les 2 chaudières, leurs tuyauteries associées et la cuve de FOD ont été déposées. Les cuves n°1 à 7 d'émulsions sont maintenues en température par circuit électrique.</p> <p>Les prescriptions de l'arrêté préfectoral doivent être modifiées pour tenir compte des installations mises à l'arrêt. Un projet d'arrêté complémentaire sera proposé en ce sens.</p>
Observations : L'exploitant précise les mesures prises pour les tuyauteries en caniveau technique (dépose ou maintien avec inertage)
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 9 : Centrale d'enrobage

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 05/12/2005, article Art 1.3.1
Thème(s) : Situation administrative, Centrale d'enrobage
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>La centrale d'enrobage à froid permet l'élaboration d'enrobé à froid et de grave -émulsions. La production moyenne est de 30 000 tonnes par an, avec un maximum de 45 000 tonnes par an. Le procédé de fabrication de cette unité est basé sur le mélange de trois produits : - les produits minéraux (environ 91%) sont des granulats de nature calcaire, dioritique ou alluvionnaire, d'une granulométrie variant de 0,2 à 30 mm. Le stockage maximum de ces produits est de 7000 m³ ; - le liant (environ 7%), élaboré par l'usine du site, est acheminé par canalisation enterrée ; - l'eau (environ 2%) provient du réseau collectif. Cette centrale est composée de trois trémies prédoseuses, libérant en continu les granulats, selon des proportions déterminées, sur une bande transporteuse puis déversé dans le malaxeur. Le liant y est injecté à température ambiante par l'intermédiaire d'un groupe à émulsions ainsi que l'eau. En période froide, le liant peut être réchauffé à l'aide d'une résistance thermo -plongeuse. Le fonctionnement de la centrale, entièrement automatisé, s'effectue depuis le bureau du site.</p>
<p>Constats : Cette installation maintenue n'a pas connu de modification particulière. La prescription doit être mise à jour (l'émulsion n'étant plus fabriquée sur le site).</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 10 : Plan des réseaux

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 05/12/2005, article Art 1
Thème(s) : Risques chroniques, Plan des réseaux
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Un schéma de tous les réseaux et un plan des égouts sont établis par l'exploitant, régulièrement mis à jour, notamment après chaque modification notable, et datés. Ils sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées ainsi que des services d'incendie et de secours.
Constats : Le plan a été mis à jour en octobre 2021. Une nouvelle mise à jour est à étudier au regard des travaux menés.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 11 : Canalisations de transport de fluides

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 05/12/2005, article Art 3.2
Thème(s) : Risques accidentels, Canalisations de transport de fluides
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les canalisations de transport de fluides dangereux ou insalubres et de collecte d'effluents pollués ou susceptibles de l'être sont étanches et résistent à l'action physique et chimique des produits qu'elles sont susceptibles de contenir. Sauf exception motivée par des raisons de sécurité ou d'hygiène, les canalisations de transport de fluides dangereux à l'intérieur de l'établissement sont aériennes.
Constats : Les canalisations aériennes de transport des fluides (liées aux chaudières et groupe de fabrication et cuves d'émulsions) ont été déposées. Les canalisations souterraines sont placées en caniveau technique.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 13 : niveau de remplissage

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 05/12/2005, article Art 3.3.3
Thème(s) : Risques accidentels, niveau de remplissage
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Ces réservoirs sont équipés de manière à pouvoir vérifier leur niveau de remplissage à tout moment et empêcher ainsi les débordements en cours de remplissage.
Constats : Les cuves maintenues en service disposent d'indicateur de niveau de remplissage.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 14 : Capacité de rétention

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 05/12/2005, article Art 3.4.1
Thème(s) : Risques accidentels, Capacité de rétention
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes: - 100 % de la capacité du plus grand réservoir, - 50 % de la capacité globale des réservoirs associés. Cette disposition n'est pas applicable aux bassins de traitement des eaux résiduaires. Pour les stockages de récipients de capacité unitaire inférieure ou égale à 250 litres, la capacité de rétention est au moins égale à: - dans le cas de liquides inflammables, à l'exception des lubrifiants, 50 % de la capacité totale des fûts, - dans les autres cas, 20 % de la capacité totale des fûts, - dans tous les cas 800 litres minimum ou égale à la capacité totale lorsque celle-là est inférieure à 800 litres.</p>
<p>Constats : Les cuves maintenues en service sont placées dans des rétentions maçonnées avec mention du volume correspondant. Néanmoins, le muret de la rétention associée à la cuve n°7 a été endommagé lors de la dépose des autres cuves de cette rétention et des équipements de dépotage associés. La dépose de 4 cuves entraîne une rétention surdimensionnée.</p> <p>La rétention des cuves déposées de fluxants a été ouverte sur un côté pour stationnement de remorques.</p>
<p>Observations : L'exploitant présente son programme d'intervention relatif à la reprise d'étanchéité de la rétention associée à la cuve 7.</p> <p>Il s'assure de l'étanchéité de chaque rétention.</p>
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 16 : Eaux polluées accidentellement

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 05/12/2005, article Art 4.3
Thème(s) : Risques accidentels, Eaux polluées accidentellement
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'ensemble des eaux polluées lors d'un accident ou d'un incendie, y compris celles utilisées pour l'extinction, doit être recueilli dans un volume formant rétention de 450 m³. Ce volume est maintenu vide en permanence. Les organes de commande nécessaires à l'obturation du rejet au milieu naturel doivent pouvoir être actionnés en toute circonstance, localement et à partir d'un poste de commande.</p>
<p>Constats : Le site dispose d'un bassin d'un volume de 450 m³ qui draine l'intégralité des eaux du site industriel. Le rejet s'effectue par surverse dans le fossé longeant le RD41 après passage par un séparateur à hydrocarbures. Il est muni d'une vanne de sectionnement au droit du séparateur.</p> <p>Le bassin n'est pas étanche.</p>
<p>Observations : Le bassin n'est pas étanche et ne permet pas de circonscrire une éventuelle pollution notamment liées aux eaux d'extinction.</p> <p>L'exploitant est invité à présenter sous 3 mois ses propositions de dimensionnement d'un confinement étanche et échancier de réalisation associé. Son volume pourra être défini sur la base des documents techniques D9 et D9A et des activités maintenues.</p>
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 17 : Générateurs thermiques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 05/12/2005, article Art 15
Thème(s) : Risques chroniques, Générateurs thermiques
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les installations de combustion sont construites, équipées et exploitées conformément aux dispositions de l'arrêté ministériel du 25 juillet 1997 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration sous la rubrique n° 2910 (Combustion).
Constats : Les 2 chaudières ont été déposées. L'arrêté préfectoral sera modifié en conséquence.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 20 : Moyens de secours

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 05/12/2005, article Art 34.1
Thème(s) : Risques accidentels, Moyens de secours
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les moyens préconisés pour assurer les ressources en eau pour la défense contre l'incendie doivent être constitués par deux poteaux d'incendie normalisés de 100 mm délivrant un débit de 120 m ³ /h pendant deux heures au moins et situés à moins de 200m du projet par voie carrossable Les moyens mis en place par l'exploitant sont constitués par des extincteurs, en nombre suffisants et adaptés aux risques encourus (à eau, poudre ou CO2 selon l'emplacement et les risques) et sont implantés dans toutes les installations y compris les bureaux. Ils sont maintenus en bon état et vérifiés annuellement.
Constats : Présence effective de 2 poteaux incendie à moins de 200 mètres du site et d'un parc d'extincteurs vérifiés.
Observations : L'exploitant s'assure des débits disponibles.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 23 : Cessation partielle d'activité : notification

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 11/07/2011, article Art 512-39-1-I
Thème(s) : Situation administrative, Cessation partielle d'activité : notification
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Lorsqu'une installation classée soumise à autorisation est mise à l'arrêt définitif, l'exploitant notifie au préfet la date de cet arrêt trois mois au moins avant celui-ci
Constats : La mise à l'arrêt définitif d'une partie des installations a fait l'objet d'une information assortie d'un dossier descriptif.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 24 : Cessation partielle d'activité : Mise en sécurité

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 11/07/2011, article Art 512-39-1-II
Thème(s) : Situation administrative, Cessation partielle d'activité : Mise en sécurité
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : la mise en sécurité du site. Ces mesures comportent, notamment : 1° L'évacuation des produits dangereux, et, pour les installations autres que les installations de stockage de déchets, gestion des déchets présents sur le site ; 2° Des interdictions ou limitations d'accès au site ; 3° La suppression des risques d'incendie et d'explosion ; 4° La surveillance des effets de l'installation sur son environnement.
Constats : La cessation d'activité ne concerne qu'une partie des installations. Les matériels et produits (sauf une partie des émulsifiants) ont été évacués. L'exploitant précise lors de l'inspection qu'un diagnostic de pollution avec prélèvements de sol est en cours de réalisation avec un bureau d'étude. (en attente des résultats)
Observations : L'exploitant complète sous 3 mois son dossier de cessation avec le diagnostic effectué et les mesures prises quant aux tuyauteries en caniveaux techniques. Le diagnostic est accompagné des propositions de mesures de gestion de pollution éventuelle à mettre en œuvre dès à présent. Il est rappelé que le changement de régime de l'établissement ne dispense pas l'exploitant des mesures de réhabilitation en fonction de l'usage futur.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 25 : Cessation partielle d'activité : Usage futur

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 11/07/2011, article Art 512-39-1-III
Thème(s) : Situation administrative, Cessation partielle d'activité : Usage futur
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : l'exploitant doit placer le site de l'installation dans un état tel qu'il ne puisse porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 et qu'il permette un usage futur du site déterminé selon les dispositions des articles R. 512-39-2 et R. 512-39-3
Constats : Aucun terrain n'est libéré à ce jour par la cessation partielle des activités.
Observations : Il est rappelé que le changement de régime de l'établissement ne dispense pas l'exploitant à libération des terrains des mesures de réhabilitation en fonction de l'usage futur.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

